

Ils portent des coups aux travailleurs, les traitent de voyous : voilà leur dialogue social

Ce lundi, Hollande et Valls ont ouvert la 4^{ème} « conférence sociale ». Ils ont déploré son boycott par la CGT. À l'occasion, ils ont rejoué la comédie du « dialogue social ». De qui se moquent-ils ?

Valls a traité de « voyous » les salariés d'Air France révoltés par les licenciements. Comme la droite et le Front national, le gouvernement a condamné ces salariés avant même qu'ils soient jugés. Comme lors de la fermeture d'ArcelorMittal à Florange et de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, il a choisi le camp du patronat, reprenant tous ses mensonges. Le gouvernement se dit partisan du « dialogue » mais, dans les actes, il cogne avec le patronat.

Aucun grand patron, aucun politicien pris la main dans le sac, n'a été l'objet de l'acharnement médiatique qu'ont subi les salariés d'Air France. Aucun n'a été arrêté chez lui au petit matin par la police et traité en vulgaire criminel comme l'ont été les travailleurs d'Air France, qui seront jugés dans un mois pour « violence en réunion » parce qu'ils défendaient leur emploi. Le gouvernement, les médias et la justice donnent des leçons de « dialogue » aux travailleurs, mais ils débordent de mépris de classe et de hargne anti-ouvrière.

Ils sont tous très fiers du dernier accord sur les retraites complémentaires signé la semaine dernière entre la CFDT, la CFTC et la CGC, et le patronat. Voilà un modèle de dialogue social, nous disent-ils. Mais qui peut se réjouir de ce nouveau recul, si ce n'est le patronat ?

Avec cet accord, les complémentaires seront gelées encore des années. Mais, surtout, à partir de 2019, un salarié, qui a toutes ses annuités et l'âge requis pour partir à la retraite, devra travailler un an de plus s'il ne veut pas voir sa complémentaire amputée de 10 %. Autrement dit, l'âge de départ pour la retraite complète est reculé à 63 ans, mais pour beaucoup ce sera 64, 65, 66 ans.

Le patronat ne mettra que symboliquement la main à la poche ; la CGT et FO ont refusé de signer, mais c'est, pour Hollande, une réussite du dialogue social. Puisque le salarié pourra « choisir » de travailler plus longtemps ou de partir à 62 ans avec une retraite au rabais, il ose même parler de « liberté » ! Le gouvernement et le patronat sont passés maîtres dans l'art de transformer une attaque en « liberté », un recul en progrès.

Le « dialogue social » vise à faire contresigner les coups patronaux par les directions syndicales. Mais elles n'ont à choisir que la sauce à laquelle les salariés seront mangés. Qu'est-ce que vous êtes prêts à sacrifier : vos conditions de travail ou votre salaire ? Votre temps de travail ou votre emploi ? Voilà comment se déroule le dialogue social !

Jamais il ne s'agit de mettre en balance les profits ou les dividendes versés aux actionnaires.

Le patronat n'a pas consulté les employés des grands magasins pour leur demander s'ils avaient besoin d'une augmentation de salaire. Il leur a dit : vous gagnerez un peu plus si vous travaillez le dimanche. Et, aujourd'hui, tous les médias nous expliquent que les salariés veulent travailler le dimanche ou en soirée !

Dans l'usine Smart de Hambach, la direction a organisé un référendum pour obtenir le retour aux 39 heures payées 37 et un blocage des salaires sur cinq ans, sans quoi elle menaçait de délocaliser la production en Slovaquie.

Malgré ce chantage, 61 % des ouvriers ont voté contre, mais la direction a affiché 56 % de oui, ayant aussi fait voter les administratifs et les cadres. Pour déformer l'opinion ouvrière, tous ces gens sont très forts !

Le dialogue social, l'appel à la négociation et la multiplication des accords sont autant de façons de déguiser la dictature patronale. C'est une mascarade consistant à faire croire que les coups patronaux sont acceptés par les salariés.

Gattaz et ses acolytes du grand patronat veulent s'attaquer aux droits des travailleurs. Et le gouvernement leur est dévoué corps et âme, il le montre depuis des années. Pour les servir, il est prêt à sacrifier les services publics, à démolir les retraites, le code du travail et les droits des chômeurs. Sous couvert de dialogue social, le gouvernement et le patronat mènent la lutte de classe contre les travailleurs.

La première des choses pour les travailleurs est de prendre la parole eux-mêmes, de ne pas laisser le gouvernement ou le patronat parler à leur place pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils pensent. C'est de s'organiser et de se mobiliser le plus collectivement possible pour peser car, dans cette lutte de classe, on ne peut pas rester sans rendre les coups.

Droit au but !

Au 430, la montée en cadence des moteurs DW10F augmente la charge de travail, et la direction continue à supprimer des postes. En plus, les conditionnements de pièces ont changé, il y a de plus en plus de boîtes vides à renvoyer en haut des kanbans.

Si on n'attrape pas une tendinite avant, on va finir par être champions de basket !

Chariots instables

Aux DV, les nouveaux charlattes sont en fonction sans que les caristes n'aient pu les tester. On se rend compte que pour les à-coups au freinage, c'est pire qu'avant. Avec les chariots Manuline qui ont une fâcheuse tendance à se renverser, ça promet !

Il faut les faire marcher !

Le parking de la direction est fermé... uniquement cette semaine pour des animations de la Sécurité Routière. Il pourrait être définitivement fermé, les hauts cadres ont rarement des problèmes de mobilité.

Ils devraient se garer sur le parking extérieur, comme ils veulent l'imposer à ceux qui ont des restrictions médicales.

Du chômage pour faire du cash !

La semaine 44 sera chômée pour quasiment toute l'usine. Même si pour la plupart d'entre nous, cela permet de souffler un peu, cela permet surtout à la direction de PSA, de déstocker massivement et de faire des millions d'économies avant la fin de l'année.

Le chômage est injustifié... pas normal qu'on en fasse les frais !

Faurecia : après le cinéma de la crise...

Faurecia, détenu à 51% par PSA, annonce au troisième trimestre un chiffre d'affaire de 4,75 milliards, en hausse de plus de 8%. Et il compte atteindre ses objectifs de profits avec un an d'avance !

Pendant des années, on nous a parlé de la crise de l'automobile. Les pouvoirs publics ont allongé la monnaie, les salariés ont été licenciés. Et maintenant les actionnaires se goinfrent.

C'est à en faire tomber les chemises !

Les gros bras du patronat

Un aveu de Vergne, ex-DRH de PSA, paru dans le journal Les Échos à propos des événements chez Air France : « *Pour protéger la salle du CCE des débordements, je faisais appel lorsque nécessaire à des cordons de gros bras.* »

La violence patronale, elle est organisée.

Les regrets de Chéreau

« *Je ne souhaite plus jamais ça pour l'entreprise* », explique Chéreau le nouveau DRH groupe dans le journal Les Échos en évoquant la fermeture d'Aulnay.

Ce ne sont pas les centaines de travailleurs au chômage qu'il ne veut plus voir. Non, selon le journal, il considère que la plus grosse erreur de PSA est d'avoir trop recruté dans les années 1990. Bref, moins il y a de « ressources humaines », plus il est content.

Et puis voir les ouvriers résister aux licenciements, c'est pas un bon souvenir pour lui !

On ne s'y était pas tellement attaché

Il paraîtrait que le DRH part chez Tefal. Bon vent ! Tefal est aussi dans l'actualité pour s'être attaché à l'inspectrice du travail qui n'était pas à son goût parce qu'elle voulait tout simplement faire son travail : elle est poursuivie en correctionnelle par la direction de Tefal à Annecy.

La justice au service des patrons

Des centaines d'inspecteurs du travail ont manifesté devant le palais de justice d'Annecy pour soutenir une inspectrice que veut faire condamner l'entreprise Tefal. Un informaticien, choqué des procédés de la direction, avait révélé des documents internes et l'inspectrice les avait rendu publics.

L'informaticien a été licencié et l'inspectrice poursuivie pour vol de documents ! La protestation contre cette justice de classe s'amplifie. Et c'est tant mieux !

Non au licenciement

Un travailleur de PSA Valenciennes avec 13 ans d'ancienneté a été licencié pour avoir récupéré des joints en caoutchouc dans une poubelle. Un licenciement scandaleux.

Le FN contre les travailleurs

Le Front national voudrait se faire passer comme le défenseur des petits contre le pouvoir en place. Mais quand les petits se rebiffent, le FN tombe le masque.

Son vice-président Philippot, tête de liste aux régionales, a justifié sur BFMTV l'arrestation au petit matin, à leur domicile, de travailleurs d'Air France, et leur mise en garde à vue : « *Je pense que ces personnes-là doivent être jugées parce que ce qu'elles ont fait n'est absolument pas convenable et même condamnable* ».

Et il poursuit en entonnant le refrain habituel du patronat : les syndicats « ne sont pas représentatifs » et sont « trop politisés ». C'est cela le vrai visage du FN : des politiciens bourgeois comme les autres... en pire, le poison de la division et du racisme en plus.